



Jeudi 5 juin : 10h30 préfecture. 64 ans c'est toujours non !

jeudi 5 juin 2025, par [CGT educ'action](#)

RETRAITE À 64 ANS : UNE INJUSTICE ET UN NON-SENS

La retraite n'est pas un luxe !

C'est un droit à une vie après le travail. On accède à ce droit en cotisant.

À 62 ans, un·e salarié·e sur deux n'est déjà plus en emploi. 64 ans ne font qu'allonger la précarité pour des milliers de senior·es enfermés entre chômage, minima sociaux, maladie, invalidité et emplois précaires.

La CGT revendique :

- le retour immédiat à l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, pour revenir à 60 ans ;
- des départs anticipés pour les carrières longues et pour celles et ceux ayant exercé des métiers pénibles ;
- un calcul de la pension sur les salaires des 6 derniers mois dans le public et en revenant aux 10 meilleures années dans le privé (au lieu de 25 années) ;
- la garantie d'un niveau de pension d'au moins 75 % du revenu d'activité pour une carrière complète.
- la prise en compte des années d'études et des périodes de première recherche d'emploi et de chômage non indemnisé.

la cgt Réforme des retraites *62 millions de personnes ont voté à 60 ans*

64 ans

c'est toujours

non

ABROGER LA RÉFORME **FINANCER NOS RETRAITES** **AUGMENTER LES SALAIRES**

SYNFORMER **CONVAINCRE** **MOBILISER** **GAGNER**

UN VOTE POUR UNE MEILLEURE RÉFORME ? NON, À RIEN.

la cgt **ÉDUC' ACTION** *LA COT ÉDUCATION, LE SYNDICAT DE TOUTS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE*

DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS, CONTRE LA BAISSSE DE L'INDÉMNISATION DES ARRÊTS MALADE, CONTRE LES JOURS DE CARENCE, POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES... TOUTES LES RAISONS DE SE MOBILISER...

EN GRÈVE LE 5 JUIN

ENGAGER LA RISPOSTE ET GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement prend prétexte du contexte international anxiogène pour multiplier les coups bas et les attaques contre les travailleurs-euses et les plus précaires.

« On va devoir réaliser nos priorités nationales ». Cette petite phrase lâchée par É. Macron lors de son allocution du 5 mars 2023, résume à elle seule le projet politique de ce gouvernement : une réorientation des dépenses publiques vers la défense et une réduction drastique de celles pour les Services publics et la protection sociale.

Dans la Fonction publique, les personnels sont touchés par le passage à 90% de l'indemnisation congé maladie ordinaire (pour les 3ers mois). Mesure perfide que de faire payer les malades... Quant à la question des retraites, les pseudo-concertations ont été très vite mises à quel point les délégués pleurent depuis le début. L'objectif du Medef et du gouvernement est, avant tout, de nous faire travailler plus longtemps.

Nous devons très vite engager la riposte. Après le 13 mai, le 5 juin 2023, exprimons haut et fort notre rejet de cette politique autoritaire et réaffirmons nos exigences en matière de moyens pour des Services publics efficaces, des revendications salariales pour toutes et tous. Continuons de revendiquer un plan d'urgence pour l'école, avec un budget permettant la création massive de postes, des emplois statutaires pour les précaires (AED, AESH, non-détachés...).

Ensemble, exigeons l'abrogation de la réforme des retraites Berné-Macron et un retour à la retraite à 60 ans, l'abrogation de tout jour de carence et le retour d'une indemnisation complète des arrêts maladie dans le privé comme dans le public, mais également des augmentations indiciaires de nos salaires sans contrepartie.

NON À LA BAISSSE DE L'INDÉMNISATION MALADIE

Le gouvernement continue à faire des économies sur le dos de notre santé. La mobilisation massive du 5 décembre 2024 a permis l'abandon des 3 jours de carence... Mais le budget 2025 a entretenu la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie à 90% du salaire pour les agents publics. Le gouvernement prétend vouloir ainsi réduire les absences, comme si on choisissait d'être malade ! C'est une nouvelle attaque grave contre notre système de protection sociale, qui culpabilise les personnels publics et les pénalise financièrement... sans même que le coût d'indice reste gelé pour la seconde année consécutive. Cette mesure est injuste car elle pénalise lourdement des personnels accueillant notamment le jeune et nombreux public, où les maladies circulent facilement.

La santé n'est pas un luxe, c'est un droit fondamental que nous devons protéger collectivement. Mobilisons-nous !

NON AU JOUR DE CARENCE !

la cgt **ÉDUC' ACTION** *LA COT ÉDUCATION, LE SYNDICAT DE TOUTS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE*

NON À LA BAISSSE DE L'INDÉMNISATION MALADIE

NON AU JOUR DE CARENCE !

Pour éviter la perte de revenus en fonction de la durée de votre arrêt, contactez votre conseiller COT





Communiqué de presse

Retraites, emplois, salaires, conditions de travail, budgets : toutes les raisons de faire grève le 5 juin !

Après nous avoir infligé deux ans de plus au travail en imposant la contre-réforme des retraites sans vote de la représentation nationale et contre l'avis de la majorité de la population, le gouvernement sabote l'avenir en accumulant les coupes budgétaires pour l'École, les universités, la recherche, l'éducation populaire, le sport, la formation professionnelle...

C'est un renoncement du gouvernement à donner pour un avenir de progrès pour la jeunesse et avec l'ensemble de la population. Alors que le budget 2025 déjà austérité ne permettait pas de se doter d'une politique d'urgence envers la jeunesse, des coups de rabots impacteront l'Éducation Nationale (55 millions) et le ministère de Jeunesse, sport et vie associative (43 millions). La situation des violences dans l'enseignement catholique met en avant la nécessité d'un plus grand contrôle et, au-delà, la nationalisation de ce secteur, qui est financé majoritairement par de l'argent public, et l'intégration des personnels dans un grand service public d'éducation.

Alors que Macron se rive en grand délinquant des chercheurs états-unien-nes, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche fait une nouvelle fois les frais des attaques du gouvernement avec près de 500 millions d'euros de suppression de crédits, venant s'ajouter aux coupes des années précédentes. De plus, des annonces sur la généralisation des CDRAP (Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performances) inquiètent sur l'avenir du financement de toutes les universités.

Au-delà de ces ministères, n'oublions pas que la baisse des dotations aux collectivités territoriales a impacté fortement l'ensemble du secteur de l'éducation populaire et des associations sportives, les licenciements s'accumulent depuis quelques semaines. Il y a un vrai danger pour les activités périscolaires et d'éducation populaire pour la jeunesse.

La volonté d'A. de Montchalin de supprimer plus d'un tiers des agences de l'État est inacceptable et démontre que les attaques sont multiples et viennent de tous les côtés. Les inquiétudes sont majeures concernant les petits organismes de recherche (PREMIER), ou encore l'AFPA. Quel avenir pour l'ONISEP, LE CNED et Canopé, alors que leurs budgets sont déjà en baisse ?

Ce ne sont pas les annonces du ministre de la Fonction Publique qui vont résoudre le problème de l'attractivité de nos métiers, au contraire. Gel des salaires, fin du 100% et passage à 90% du remboursement des arrêts maladies, fin de la GFA... c'est encore la cure d'austérité !

**Face à ces choix politiques catastrophiques pour l'avenir, nous pouvons réagir toutes et tous ensemble
en nous mobilisant le 5 juin pour nos retraites, nos emplois et nos salaires
en nous mettant en grève et en rejoignant les manifestations !**

Montevic, le 22 mai 2025

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture / 01-95-82-76-12 / fere@cgt.fr

JEUDI 5 JUIN : GRÈVE ET MANIFESTATIONS, LES RDV DANS L'AIN !

Pour nos retraites, nos emplois et nos salaires !

- **Bourg-en-Bresse** : rdv de 10h30 à 12h00 devant la préfecture.

5 JUIN 2025



EN GREVE ET EN MANIFESTATION POUR NOS RETRAITES, NOS EMPLOIS ET NOS SALAIRES

RETRAITES, SALAIRES, EMPLOI : MÊME COMBAT !

La retraite par répartition c'est solide et solidaire : chaque euro cotisé finance immédiatement les pensions. Des salaires + élevés, c'est + de cotisations pour la sécurité sociale, donc de meilleures retraites, mieux financées.

Augmenter les salaires et gagner l'égalité salariale femmes-hommes, ce n'est pas seulement juste, c'est aussi le moyen fiable et efficace de garantir l'avenir de notre système solidaire par répartition.

Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut ça donne des droits. À l'inverse, les exonérations de cotisations sociales, la pression sur les bas salaires et le recours massif aux primes non cotisées affaiblissent le financement de nos retraites. Les salariés paient 2 fois + moins de cotisations, c'est de moins bonnes pensions.

Augmenter les salaires, c'est mieux répartir les richesses. En 2024, les dividendes versés aux actionnaires ont battu des records. Une part de ces profits doit revenir à celles et ceux qui produisent la richesse : les travailleuses. C'est pourquoi la CGT exige le maintien des 10 % d'abattement sur les retraites et **l'indexation des pensions** sur les salaires.

Salaires + retraites : ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un pour l'autre. Augmenter les salaires, sécuriser l'emploi, remettre à plat les exonérations de cotisations : ce sont des moyens pour revenir à une retraite à 62 ans maintenant, puis le retour à 60 ans. Le patronat et le gouvernement refusent d'entendre les propositions CGT pour préserver les profits de quelques-uns. Dans plusieurs entreprises des augmentations de salaires ont été obtenues par la grève. Nous pouvons gagner des mesures de financement et l'abrogation des 64 ans en nous mobilisant !

Le 5 juin, il y a une double utilité à se mobiliser :

→ **Dans la rue, pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites - 64 ans c'est non !**

→ **Dans son entreprise et son service** pour revendiquer et gagner des avancées sur les **salaires et les conditions de travail**

Grèves, débrayages : on fait pression pour nos revendications !

GAGNER L'ABROGATION DE LA RÉFORME

Nous avons été des millions en grève et en manifestation en 2023 contre le recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, imposé par l'49-3. Le gouvernement est fragilisé, **le 5 juin il y aura enfin un vote à l'Assemblée**. Il faut respecter la démocratie : plus de 70 % de la population soutien l'abrogation. Aux députés de se prononcer, maintenant.

MAINTENIR L'EMPLOI ET L'AVENIR DE L'INDUSTRIE

Avec la CGT, la mobilisation des salariés de la Fondation de l'aviation a permis de sauver les emplois et l'outil industriel. Mais, 300 plans de suppressions d'emplois sont toujours en cours. Face à l'urgence, la CGT exige un **moratoire pour stopper en urgence les licenciements** et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises.

COMBATTRE L'AUSTERITÉ, DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS

En nom de fausterité, les hôpitaux ferment, les transports publics saturent, l'école publique est sacrifiée pour financer les aides publiques aux entreprises et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Le 5 décembre dernier, grâce à la mobilisation des agents de la fonction publique, le gouvernement a dû reculer, notamment sur les 3 jours de carence.

Face aux nouvelles attaques contre les agents des services publics, la mobilisation se poursuit pour rétablir la prime en charge malade à 100% et gagner la hausse du point d'indice, la GPA, et la titularisation des emplois précaires.



Ne vous laissez pas faire votre salaire - LIG-CGT AIN

**5 juin 10h30/12h00 - Bourg en Bresse -
Rassemblement devant la préfecture.**